

# note technique : financement canadien pour les microentreprises

Affaires mondiales Canada (AMC) propose du financement aux microentreprises, mais ne produit pas de rapports sur ces fonds. Le Ministère publie toutefois des données sur son financement aux « intermédiaires financiers du secteur informel et semi-formel » (IFSISF), sur ses « services financiers agricoles » (SFA) et sur ses « services de développement d'entreprises » (SDE), par lesquels il offre un soutien financier aux microentreprises (et, parfois, du soutien aux entrepreneurs à revenu élevé).

## Financement d'AMC pour les IFSISF, les SFA et les SDE

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
En millions de \$ CA	26,11	25,99	28,79	23,64	16,84	19,25	22,72
En % de l'aide totale d'AMC	0,8 %	0,7 %	0,8 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %

Source : Rapport statistique sur l'aide internationale, gouvernement du Canada.

**Les données sont éloquentes.** Le financement des microentreprises est faible, et de moins en moins prioritaire pour AMC. Même si l'on tient compte d'autres catégories de financement susceptibles de favoriser le développement des microentreprises, comme les « services de soutien commerciaux » (SSC), le financement destiné au « développement des petites et moyennes entreprises » (DPME) et aux « intermédiaires financiers officiels » (IFO) n'en demeure pas moins maigre. Dans ce tableau, nous avons ajouté aux chiffres précédents la moitié du financement des SSC, du DPME et des IFO.

## Financement d'AMC pour les microentreprises, y compris 50 % des fonds destinés aux SSC, au DPME et aux IFO

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
En millions de \$ CA	65,155	66,985	61,64	73,345	85,22	75,945	74,055
En % de l'aide totale d'AMC	1,9 %	1,8 %	1,6 %	1,9 %	2,0 %	1,7 %	1,6 %

Source : Rapport statistique sur l'aide internationale, gouvernement du Canada.

Même en appliquant une définition élargie du financement des microentreprises, les données montrent que le soutien d'AMC aux entreprises à faible revenu est peu substantiel et qu'il est en régression. Il ne s'agit simplement pas d'une priorité du programme d'aide étrangère canadienne.